

Unité départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 14 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRETAGNE GRANIT (ex.M2G)

33 B avenue des Châtelets
22440 PLOUFRAGAN

Code AIOT : 0005502320

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement BRETAGNE GRANIT (ex.M2G) implanté CONVENANT CALVEZ 22560 PLEUMEUR BODOU. L'inspection a été annoncée le 28/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRETAGNE GRANIT (ex.M2G)
- CONVENANT CALVEZ 22560 PLEUMEUR BODOU
- Code AIOT : 0005502320
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

Carrière à ciel ouvert de granit autorisée en date du 11 juin 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification du respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2010.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Information du public	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.1.	/	Sans objet
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.5.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Profondeur d'extraction autorisée	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.1.7.	/	Sans objet
2	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.2.1.	/	Sans objet
5	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.6.	/	Sans objet
6	Surveillance du respect du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.2.6.	/	Sans objet
7	Point de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.3.	/	Sans objet
8	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.6.	/	Sans objet
9	Bruit	Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.4.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des points de vigilance relatifs au panneau d'identification de l'installation et aux déchets stockés sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Profondeur d'extraction autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.1.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Profondeur d'extraction autorisée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Aucune extraction n'est réalisée à une profondeur inférieure à 30 m NGF qui correspond à une profondeur maximale de 15 m.
Constats : L'exploitant présente le plan topographique d'exploitation sur fond cadastral, le carreau de la carrière est à la cote 39 m NGF. Le point haut de la zone d'extraction est à la cote 46 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 1.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux activités visées à l'article 1.1.4 de manière à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la réalisation des travaux de remise en état du site par une entreprise extérieure. Le bénéficiaire de l'autorisation doit constituer, en même temps que la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.4 du présent arrêté, une garantie financière sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance.
Constats : Les garanties financières sont constituées pour cette installation, l'acte de cautionnement est signé avec une échéance jusqu'au 10 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Information du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none">• son identité,• la référence de l'autorisation,• l'objet des travaux,• l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau, en entrée de site, identifiant l'installation est absent. L'exploitant indique qu'il a été volé récemment, les barres de fixation sont effectivement présentes. L'exploitant doit installer un panneau identifiant l'installation en entrée de site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. La hauteur des blocs de granite en attente d'enlèvement ou de transformation sera limitée pour permettre une bonne intégration paysagère.
Constats : Le site est entretenu, des bâtiments vétustes sont présents, l'exploitant indique qu'ils vont être déconstruits. Des déchets divers (plastiques, câbles...) sont stockés sur plusieurs zones de la carrière. Le site est bien intégré dans le paysage, l'exploitant maintient la végétation périphérique. Les volumes de matériaux stockés sont faibles, l'exploitant valorise au maximum les blocs déjà extraits. L'exploitant doit procéder à l'évacuation des déchets vers des installations autorisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.1.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction d'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. Il est interdit de laisser à des tiers l'utilisation du site avant le terme de l'exploitation. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, des bassins de décantation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès et aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.
Constats : L'accès à l'installation est équipé d'un grillage mobile fermé. Des pancartes indiquant le danger sont placées en limite de périmètre de la carrière. De plus, l'exploitant maintient la végétation périphérique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance du respect du périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 2.2.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du respect du périmètre autorisé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;• les bords de la fouille ;• la position des stocks ;• les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ;• le réseau de circulation des eaux ;• les zones remises en état. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. À ce plan est joint une annexe sur laquelle sont reportées les valeurs des différentes surfaces telles que définies pour le calcul des garanties financières prévues par le chapitre 1.2 du présent arrêté, ainsi qu'un plan présentant le projet de progression de l'exploitation pour les douze mois suivants.
Constats : L'exploitant présente le plan topographique sur fond cadastral qui contient les données prévues (limites de périmètres, cotes...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le point de rejet est unique (en sortie de bassin de décantation) facilement accessible et clairement repéré. La pompe doit être positionnée de manière à ne prélever qu'une eau suffisamment décantée.
Constats : L'installation est équipée d'un point de rejet des eaux en sortie de bassin de décantation, les eaux s'écoulent ensuite dans un fossé. L'exploitant précise que les eaux sont prélevées dans la fouille à l'aide d'une pompe immergée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.1.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place un programme de surveillance de la qualité des eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel. La fréquence des analyses est de 2 fois par an , pour le rejet en sortie du bassin de décantation. Les analyses portent sur les paramètres listés à l'article 3.1.4 du présent arrêté. Les résultats d'analyses et de mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Un bilan annuel lui est transmis au plus tard le 1er avril de l'année suivante accompagné de tous commentaires sur le contenu et sur l'évolution des résultats.
Constats : L'exploitant présente le résultat de l'analyse des eaux du site de septembre 2022, les paramètres pH, DCO, MES et hydrocarbures sont analysés. Les valeurs limites sont respectées pour l'ensemble de ces paramètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2010, article 3.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions relatives aux émissions sonores des carrières sont fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement : Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement Émergence sonore admissible de 07h à 22h Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A) + 6 dB(A) Supérieur à 45 dB(A) + 5 dB(A) Le respect de ces valeurs maximales d'émergence sonore dans les zones à émergence réglementée (ZER) se traduit dans le cas présent et compte tenu de l'environnement sonore actuel , par des valeurs maximales du niveau sonore à l'émission reprises sous la forme du tableau suivant : Niveau sonore maximal admissible en limites de la carrière de 7 h à 22 h. Limites de propriété 70 dB(A) Les plages horaires normales de fonctionnement du site sont de 7 h 00 à 20 h 00 du lundi au vendredi, hors jours fériés. Un contrôle du respect de ces valeurs est réalisé dans l'année suivant la notification du présent arrêté puis tous les trois ans au niveau des points de contrôle indiqués plus haut exposées, pendant les périodes d'activité. L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (foration, transport et autres activités).
Constats : L'exploitant présente le rapport de mesures acoustiques, mesures réalisées au cours d'une période d'extraction. La valeur d'émergence mesurée (2 dB(A) respect la valeur limite de 6dB(A). Le niveau sonore mesuré en limite de périmètre (56 dB(A)) respecte la valeur limite de 70 dB(A).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet